



**ASSOCIATION DE LUTTE POUR LA PROMOTION DES
INITIATIVES DE DEVELOPPEMENT**

01 BP 908 Cotonou

VEDOKO - COTONOU

Tél : (229) 21 38 22 24

E mail : alide@alide-bj.org

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES 2009

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	4
1. DONNEES GENERALES SUR ALIDé.....	5
1.1. Effectif de ALIDé.....	5
1.2. Estimation et décomposition des revenus.....	6
1.3. Estimation et décomposition des charges.....	7
1.4. Effectif du personnel.....	8
1.4.1. Assistance technique.....	8
1.4.2. Personnel local.....	8
1.4.3. Formation et renforcement de capacités.....	9
1.5. Vérification externe.....	10
1.5.1. Audit Externe.....	10
1.5.2. Autres vérifications et contrôles.....	10
1.6.1. Perspectives d'évolution.....	11
1.6.1.1. Projections des activités de 2010.....	11
1.6.1.2. Projections des produits.....	12
1.6.1.3. Projection des dépenses de fonctionnement et investissement.....	12
1.6.1.3.1. Projection des charges de fonctionnement.....	12
1.6.1.3.2. Projection des investissements.....	13
1.6.1.4. Autres activités prévues pour 2010.....	14
1.6.2. Durée de l'expérience.....	15
2. DONNEES RELATIVES AUX OPERATIONS.....	16
2.1. Point des opérations de crédits.....	16
2.1.1. Nombre de crédits en cours.....	16
2.1.2. Montant de l'encours des crédits.....	16
2.1.3. Montant maximal de l'encours des crédits sur un seul bénéficiaire.....	16
2.1.4. Montant cumulé des crédits.....	16
2.1.5. Estimation de la durée moyenne d'un prêt.....	16

2.1.6.	<i>Nombre de personnes bénéficiaires de crédits</i>	16
2.1.7.	<i>Répartition des prêts selon leur objet</i>	17
2.1.8.	<i>Montant des crédits en souffrance</i>	17
2.1.9.	<i>Taux de remboursement</i>	17
2.1.10.	<i>Taux d'intérêt débiteur (crédits)</i>	17
2.1.11.	<i>Endettement auprès des banques ou autres</i>	18
2.1.12.	<i>Taux de recouvrement</i>	18
2.2.	<i>Opérations d'épargne</i>	18
2.2.1.	<i>Nombre d'épargnants</i>	18
2.2.4.	<i>Taux d'intérêt créditeur (épargne)</i>	19
2.3.	<i>Opérations sur ressources affectées</i>	19
2.4.	<i>Services non financiers</i>	19
3.	INDICATEURS DE PERFORMANCE	22
3.1.	<i>Qualité du portefeuille</i>	22
3.2.	<i>Efficacité et productivité</i>	22
3.3.	<i>Gestion du bilan</i>	23
3.4.	<i>Rentabilité</i>	23
3.5.	<i>Portée des opérations</i>	23
3.6.	<i>Ratios réglementaires</i>	24
4.	VIE DES ORGANES	25
	CONCLUSION	25
	ANNEXES	26

INTRODUCTION

L'Association ALIDé, à l'instar des autres Institutions de Microfinance, a subi en 2009 les conséquences de la répercussion de la crise financière internationale au Bénin après celles des crises alimentaire et pétrolière survenues en 2008. Ces chocs successifs ont contrarié le processus de redressement engagé depuis 2006 par les autorités du pays. En effet, le taux de croissance qui avait amorcé une dynamique nettement haussière allant à 5% en fin 2008 est passé à 2,5% en 2009. Les secteurs les plus touchés sont ceux de vente de véhicule d'occasion à destination du Nigéria, le commerce des textiles, la production agricole avec une situation de mévente généralisée au niveau des micro-entrepreneurs.

C'est dans cet environnement macroéconomique peu favorable au développement des affaires que les activités d'ALIDé ont connu une certaine croissance, les besoins des partenaires¹ étant très élevés. Une nouvelle agence a vu le jour à Calavi portant à huit (08) le nombre total d'agences. L'ensemble des 8 agences a touché au total 13 759 familles à travers leurs services de crédit, d'épargne et d'accompagnement. L'année 2009 a par ailleurs marqué un tournant décisif dans le développement d'ALIDé. Ainsi, l'institution a pu se doter de son siège social et obtenir son autorisation officielle du Ministère de l'Economie et des Finances. Il est tout de même à déplorer la dégradation de la qualité du portefeuille dont le taux est allé jusqu'à 6,3%.

Le présent rapport est produit conformément au format de l'instruction n° 8 de la BCEAO relative à l'obligation pour les structures ou organisations non constituées sous forme mutualiste ou coopérative de produire un rapport annuel. Il présente en quatre (04) points les activités d'ALIDé pour l'exercice 2009 comme suit :

- Les données générales sur ALIDé;
- Les données relatives aux opérations d'ALIDé ;
- Les indicateurs de performance ;
- La vie des organes.

¹ ALIDé, de part sa mission sociale, est l'institution de choix pour l'accès des familles plus pauvres aux services financiers et non financiers à travers une approche centrée sur la personne et qui l'accompagne là où elle veut ou peut aller dans sa vie, dans ses décisions et dans ses projets. Cette approche oblige à considérer l'utilisateur de ALIDé ni comme un client, ni comme un bénéficiaire mais comme un « **partenaire** ».

1. DONNEES GENERALES SUR ALIDé

L'Association de Lutte pour la promotion des Initiatives de Développement, en abrégé ALIDé est une institution de micro finance de droit béninois qui est née le 14 janvier 2006 suite à la transformation institutionnelle du Programme Crédit Epargne de l'ONG française Initiative Développement (ID). Elle est enregistrée au Ministère de l'intérieur sous le numéro 2006/089/DEP-ATL-LITT/SG/SAG-Assoc du 07 mars 2006 et reconnue officiellement par le Ministère de l'Economie et des Finances à travers la convention N°004/09/MEF/DC/CSSFD/SRE du 20 novembre 2009.

La mission d'ALIDé est d'offrir un accès durable aux crédits productifs, à l'épargne et aux formations d'accompagnement aux familles les plus défavorisées des zones périurbaines et rurales exclues des systèmes de crédit et d'épargne formels. Pour réaliser cette mission, ALIDé est organisée autour d'une Direction Générale basée à Cotonou (VEDOKO) et de huit (08) agences à DEDOKPO (Cotonou); à AGBODJEDO (Cotonou); à AGBLANGANDAN (commune de Sèmè-Podji); à SAINTE RITA (Cotonou); à PORTO-NOVO; à ALLADA; à COCOTOMEY et à CALAVI.

1.1. Effectif d'ALIDé

Les membres d'ALIDé sont au nombre de seize (16) et regroupés en collèges comme suit :

Collège 1 : Les clients bénéficiaires représentés par 8 femmes.

Collège 2 : Le personnel d'ALIDé représenté par le Directeur Exécutif.

Collège 3 : Les partenaires techniques et financiers représentés par l'ONG INITIATIVE DEVELOPPEMENT

Collège 4 : Les personnes ressources d'appui:

- Personnes morales
 - ✓ ONG Recherches Action Communautaires Initiative pour Nouvel Espoir (RACINES)
 - ✓ ONG MINONKPO
 - ✓ ONG Mutuelle des Jeunes Chrétiens pour le Développement (MJCD)
- Personnes physiques
 - ✓ Yvette DOUBOGAN, socio-économiste et spécialiste du genre
 - ✓ Barnabé ZINSOU, expert en développement local et en gestion de projet
 - ✓ Yoro NDIAYE, économiste

1.2. Estimation et décomposition des revenus

Pour l'exercice 2009, les revenus d'ALIDé s'élèvent à **398 067 524 F CFA**. Ils ont connu une augmentation de **16%** par rapport à ceux de l'année 2008 et se décomposent comme indiqué dans le tableau ci-après :

Tableau n° 1: Décomposition des revenus

Produits	Décembre 2007	%	Décembre 2008	%	Décembre 2009	%	Variation déc 08 à déc 09
Produits d'intérêts	103 068 033	68%	176 839 569	52%	217 122 015	55%	23%
Autres produits financiers	19 159 020	13%	28 922 240	8%	29 071 660	7%	1%
Produits divers	631 000	0%	1 818 430	1%	9 260 874	2%	409%
Subventions d'exploitation	10 946 052	7%	109 582 185	32%	93 156 278	23%	-15%
Reprises sur prov. & amortissements	5 351 124	4%	5 771 514	2%	25 877 136	7%	352%
Produits exceptionnels	11 518 783	8%	19 817 381	6%	23 579 561	6%	19%
TOTAL	150 674 012	100%	342 751 319	100%	398 067 524	100%	16%

Les subventions proviennent notamment du PNDCC et du partenaire historique EdM. En 2009, ALIDé a reçu moins de subventions qu'en 2008, soit une diminution de 15%. Conformément à la convention de partenariat, les subventions du PNDCC ont pris fin le 31 décembre 2009. Celles d'EdM devraient continuer en 2010

1.3. Estimation et décomposition des charges

Le total des charges d'ALIDé pour l'exercice 2009 s'élèvent à **380 318 576F CFA**. Elles ont connu une augmentation de **63%** par rapport à l'année 2008 et se décomposent comme suit :

Tableau n° 2: Décomposition des charges

Charges	Décembre 2007	%	Décembre 2008	%	Décembre 2009	%	Variation déc 08 à déc 09
Charges financières	5 108 131	4%	8 639 154	4%	26 099 312	7%	202%
Achats et services extérieurs	23 419 771	17%	36 296 502	16%	56 992 753	15%	57%
Autres services extérieurs	22 461 154	16%	50 177 933	22%	64 757 534	17%	29%
Impôts et taxes	77 410	0%	142 670	0%	4 386 891	1%	2975%
Charges du personnel	56 658 278	40%	77 950 977	33%	89 628 946	24%	15%
Autres charges	16 782 736	12%	20 674 617	9%	70 643 489	19%	242%
Dotations aux amort. & aux prov.	16 324 941	12%	39 230 171	17%	64 232 773	17%	64%
Charges exceptionnelles	37 166	0%	500	0%	3 576 878	1%	715276%
TOTAL	140 869 587	100%	233 112 524	100%	380 318 576	100%	63%

Les charges financières ont connu une très forte augmentation (202%) en 2009 en raison des nouveaux emprunts contractés auprès de OIKOCREDIT et du Fonds National de la Microfinance et sur lesquels des intérêts doivent être payés.

De même, les impôts et taxes ont suivi la même tendance d'augmentation. L'impôt VPS et les enregistrements des contrats au domaine constituent de nouvelles charges qui n'existaient pas. L'augmentation du compte « *autres charges* » est due au montant important des crédits passés en perte en 2009.

Enfin, quelques éléments de charges exceptionnelles sont apparus au cours de l'année telles que les arriérés de cotisation issus du redressement effectué par la CNSS, la valeur nette

comptable des éléments d'actifs mis en rebut et les assistances financières apportées au personnel en cas d'évènements malheureux ou heureux.

1.4. Effectif du personnel

1.4.1. Assistance technique

ALIDé n'utilise pas de personnel expatrié mais a bénéficié tout au long de l'année 2009 de l'assistance technique de l'ONG française Entrepreneurs du Monde (EdM).

1.4.2. Personnel local

Au 31 décembre 2009, l'effectif total du personnel d'ALIDé est constitué de :

- Un Directeur Exécutif ;
- Un Responsable Administratif et Financier (RAF) ;
- Un Responsable des Opérations (RO) ;
- Un Responsable Formations et Contentieux (ReF)
- Un Auditeur interne ;
- Un Comptable ;
- Un Informaticien de gestion responsable du Système d'Information et de Gestion ;
- Une Assistance Administrative ;
- Huit (08) Chefs d'agence ;
- Huit (08) Caissières ;
- Vingt cinq (25) agents de crédit ;
- Cinq (05) travailleurs sociaux ;
- des agents de sécurité.

Sept (7) agents ont été recrutés au cours de l'année pour les besoins de la croissance de l'institution. Il s'agit de deux (02) chefs d'agence ; de quatre (04) agents de crédits et d'une (01) caissière. Le tableau ci-après présente les mouvements du personnel au cours de la période :

Tableau n°3 : Mouvements du personnel

Années	2007	2008	2009
Catégories			
Personnel titulaire			
Effectif du personnel en début de période	19	24	37
Nombre des agents ayant démissionné	1	0	2
Nombre des agents ayant été licenciés	0	1	4
Nombre de nouveaux agents ayant été recrutés	6	14	7
Effectif du personnel en fin de période	24	37	39
Agents stagiaires et occasionnels			

Nombre de stagiaires en fin de période	7	24	31
Effectif total en fin de période	31	61	70

Deux agents ont démissionné. Le premier est un agent de crédit qui a déposé sa démission trois mois après la signature du contrat de travail en raison de son admission au concours de la fonction publique. La seconde démission, intervenue en fin décembre, est celle d'une caissière qui n'a pu supporter son affectation sur l'agence d'ALLADA. Quatre (04) agents ont été licenciés. Ces licenciements concernent trois agents de crédit pour détournement des remboursements et d'épargnes des clients et un chef d'agence pour faux et abus de confiance. Ce dernier a été poursuivi et condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis.

Après ces vagues de licenciement, l'organigramme de l'institution a subi une légère modification en vue de faire face aux nouveaux défis induits par le développement des activités. Ainsi le Responsable des Opérations et du Développement (ROD) est passé au poste de Responsable Formations et Contentieux (ReF) nouvellement créé. Un ancien chef d'agence a été promu au poste de Responsable des Opérations (RO).

Conformément à l'article 93 de la loi n°98-004 du 27 janvier 1998 portant code du travail en République du Bénin, il a été procédé le 31 juillet 2009 en présence de deux membres de la direction du travail à l'élection des représentants des salariés d'ALIDé. Deux délégués ont été élus à cet effet pour représenter désormais le personnel.

1.4.3. Formations et renforcement des capacités du personnel

Le plan de formation du personnel a été largement mis en œuvre. Plusieurs thèmes majeurs de la microfinance ont été développés au profit du personnel dont notamment : i) « application des actes uniformes de l'OHADA relatifs aux procédures simplifiées de recouvrement et voies d'exécution dans le secteur des micros, petites et moyennes entreprises » ii) « les spécificités du profil des besoins et du fonctionnement des micros, petites et moyennes entreprises ». iii) « Le crédit : de l'approche client à la gestion du risque »; iv) « paramètres d'appréciation et les normes à observer dans l'instruction des dossiers de crédit dans l'agriculture et l'élevage » ; v) « la gestion comptable et financière » ; vi) « La pratique de la gouvernance au sein des IMF » ; vii) « la gestion du portefeuille de crédit » et enfin viii) « la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ».

Du 29 septembre au 02 octobre, le Directeur Exécutif, le Responsable Administratif et Financier, l'informaticien et le Responsable de la mission sociale ont pris part à la première rencontre régionale organisée par Entrepreneurs du Monde à l'intention de ses partenaires opérant au Bénin, au Ghana et au Burkina Faso. Cette rencontre s'est tenue à Ouagadougou autour du thème central « Micro finance et performance sociale ». Elle a permis d'échanger avec d'autres institutions de la sous région sur les outils d'évaluation de la performance sociale des IMF, la formation de la clientèle et le SIG, etc.

Dans la même logique, deux visites d'échanges et d'expériences ont été réalisées auprès du programme d'ID GHANA. La première visite a eu lieu du 17 au 20 juin 2009 au profit des Chefs d'agence, du Responsable Opérationnel et du Responsable de la mission sociale. La seconde mission est celle des membres du Conseil d'Administration du 1er au 4 novembre. La

méthodologie de groupe dénommée « ONIPA NUA » par ID GHANA a été le centre d'intérêt des deux visites. Des échanges ont aussi porté sur les qualités de la formation à la clientèle et sur les facteurs du bon fonctionnement d'un Conseil d'Administration.

Enfin, le Directeur Exécutif a pris part du 19 au 22 octobre au Kenya à l'assemblée générale annuelle devant consacrer l'adhésion d'ALIDé au Forum Africain pour la transparence en microfinance (AMT).

1.5. Vérification externe

1.5.1. Audit externe

Les comptes d'ALIDé font l'objet depuis 2003 d'un audit externe. Ainsi les comptes de l'exercice 2009 ont été soumis à l'audit externe du cabinet STATECO, qui après examen et contrôle, a certifié que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice 2009 ainsi que de la situation financière et du patrimoine d'ALIDé à la fin de cet exercice.

1.5.2. Autres vérifications et contrôles

En dehors de l'audit externe des comptes, ALIDé a reçu au cours de l'année 2009 plusieurs autres missions allant dans le sens de la vérification ou de la transparence financière. Nous pouvons citer entre autres :

- La mission de contrôle comptable et financier de notre partenaire principal qu'est l'ONG Entrepreneurs du monde (EdM) du 20 au 25 février 2009.
- Le contrôle de l'inspection Générale des finances (IGF) ; de la société d'expertise comptable DIARRA et de la Cellule de Surveillance des Structures Financières Décentralisées (CSSFD) dans le cadre de l'utilisation des subventions octroyées par le PNDCC ;
- Le contrôle de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) qui a procédé au redressement d'un montant total de 13 947 577 FCFA à la charge de INITIATIVE DEVELOPPMENT (ID) au titre des cotisations non prélevées sur les indemnités de transport du personnel des années 2001 à 2006 et un montant de 2 094 816 FCFA en 2007 à la charge d'ALIDé pour les mêmes motifs.
- La mission d'évaluation de la performance financière et économique d'ALIDé par le partenaire financier OIKOCREDIT.
- Le rating social ALIDé réalisé en juin 2009 par l'agence de notation Microrate. Cette évaluation a été sanctionnée par la note de 4 étoiles sur 5 et traduit un bon retour social d'ALIDé à travers la combinaison de bons résultats sociaux et un engagement social élevé.

1.6. Perspectives d'évolution et durée de l'expérience

1.6.1. Perspectives d'évolution

Les perspectives d'évolution en 2010 s'appuient sur le plan triennal 2008-2010 de l'institution et pour lequel ALIDé entend renforcer son leadership en matière d'offre de services aux plus pauvres. Les cinq (05) grandes orientations pour l'année 2010 sont :

- Arrêt de la création de nouvelles agences ;
- Maîtrise des prises de risques (Eviter des expériences du genre partenariat crédits MJCD) ;
- Protection/sécurisation de la part de marché actuelle en portant le taux de fidélisation de la clientèle à 75% ;
- Atteinte à tout prix de la viabilité financière à fin 2010 ;
- Opérateur direct du Micro crédit aux Plus Pauvres.

1.6.1.1. Projections des activités de 2010

Au regard des orientations ci-dessus et tenant compte des réalisations de l'année 2009, les projections d'activités pour l'année 2010 se présentent comme suit :

Tableau n° 4 : Projections d'activités à fin 2010

Eléments	Prévisions 2009	Réalisations 2009	Taux de réalisation	Projections 2010
Nbre de crédits à débloquer	16 816	17 665	105,1%	20 196
Montant de crédits à débloquer	2 041 151 000	1 749 335 000	86%	2 000 000 000
Encours crédits à fin d'année	989 195 030	1 076 778 541	109%	1 700 000 000
Encours crédits au bilan	889 195 030	955 852 544	107%	1 509 087 928
Encours crédits octroyés sur ressources affectées	100 000 000	120 925 997	121%	190 912 072
Crédits actifs	10 647	12 379	116%	14 000
Taux de remboursement	98%	95,00%	97%	98%

Taux de portefeuille à risque	4%	6,30%	158%	4%
-------------------------------	----	-------	------	----

1.6.1.2. Projections des produits

Prenant appui sur les orientations énoncées plus haut et tenant compte des réalisations de l'année 2009, les projections de produits pour l'année 2010 se présentent comme suit :

Tableau n° 5 : Projections des produits à fin 2010

Produits	Prévision 2009	Réalisation 2009	Taux de réalisation	Projections 2010
Produits d'intérêts	232 891 440	217 122 015	93%	378 000 000
Autres produits financiers	24 245 568	29 071 660	120%	30 525 243
Produits divers	2 727 645	9 260 874	340%	10 186 961
Subventions d'exploitation	123 570 324	93 156 278	75%	73 618 375
Reprises sur provision	25 877 136	25 877 136	101%	34 064 063
Produits exceptionnels	23 929 395	23 579 561	99%	24 758 539
Total	433 241 508	398 067 524	92%	551 153 181

1.6.1.3. Projection des dépenses de fonctionnement et investissement

Ces projections sont faites en s'appuyant sur les niveaux de réalisation de l'année 2009 et sur les orientations pour l'année 2010.

1.6.1.3.1. Projection des charges de fonctionnement

Les prévisions des charges de fonctionnement au budget 2010 se présentent comme suit :

Tableau n°6 : Projection des charges de fonctionnement

Eléments	Prévisions 2009	Réalisations 2009	Taux de réalisation	Prévisions 2010
Charges financières	27 107 276	26 099 312	96%	28 709 243
Achats et services extérieurs	42 571 869	56 992 753	134%	62 692 028
Autres services extérieurs	66 927 821	64 757 534	97%	71 233 287
Impôts et taxes	214 005	4 386 891	2050%	4 825 580
Charges du personnel	93 541 172	89 628 946	96%	103 073 288
Autres charges	26 623 558	70 643 489	265%	56 514 791
Dotations aux amort. & aux prov.	44 488 492	64 232 773	144%	57 809 496

Charges exceptionnelles	0	3 576 878	#DIV/0!	2 000 000
TOTAL	301 474 193	380 318 576	126%	386 857 714

1.6.1.3.2. Projection des investissements

Les prévisions des dépenses d'investissement au budget 2010 se présentent comme suit :

Tableau n° 7 : Projection des investissements

N°	Eléments	Prévisions 2009	Réalisations 2009	Taux de réalisation	Prévisions 2010
1	Immobilisations incorporelles	7 778 000	1 044 099	13%	11 802 911
2	Immobilisations corporelles	138 245 740	131 407 909	95%	51 567 000
2.1	Terrains et aménagements de terrain	92 366 740	93 680 237	101%	0
2.2	Aménagements de bureau	3 200 000	5 654 840	177%	5 000 000
2.3	Matériels informatiques	12 378 000	5 247 300	42%	26 574 000
2.4	Matériels de bureau	2 440 000	2 717 500	111%	15 990 000
2.5	Mobiliers de bureau	9 356 000	7 246 940	77%	2 453 000
2.6	Matériels de transport	17 000 000	16 366 092	96%	0
2.7	Autres matériels	1 505 000	495 000	33%	1 550 000
	TOTAL	146 023 740	132 452 008	91%	63 369 911

1.6.1.4. Autres activités prévues pour 2010

Les autres activités prévues en 2010 sont retracées dans le plan d'actions 2010 adopté par le Conseil d'Administration en sa session du 28 décembre 2009. Les grands axes de ce document se déclinent comme suit :

- **Axe 1 : *Consolider ALIDé dans son chemin vers la viabilité financière***
 - Poursuivre le processus d'interconnexion des agences avec la Direction ;
 - Transférer les agences de Sainte Rita et de DEDOKPO vers des locaux plus adaptés au développement de leurs activités ;
 - Poursuivre l'étude sur l'optimisation du Système d'Information de Gestion en vue de l'intégration du gestionnaire de crédit au logiciel de comptabilité ;
 - Préparer le service comptable et financier d'ALIDé au passage au nouveau référentiel comptable en vigueur dans l'UEMOA ;
 - Doter chaque agence d'un agent de sécurité de jour ;
 - Dédoubler les caisses des agences de DEDOKPO, AGBODJEDO, SAINTE RITA, COCOTOME, AGBLANGANDAN, PORTO-NOVO pour améliorer la qualité de service aux clients ;
 - Réaliser un film institutionnel présentant les actions d'ALIDé sur le terrain ;
 - Actualisé le plan de développement de l'institution sur la période 2011-2015.

- **Axe 2 : *Consolider l'offre de microcrédit et de microépargne pour les populations exclues du système bancaire et souvent ignorées des autres institutions de microfinance***
 - Poursuivre le développement des « crédits coup de pouce » et toucher 2000 bénéficiaires en 2010.
 - Rendre effective la microassurance santé au niveau des agences de Cotonou et de cocotomè.
 - Etendre l'offre de crédit à 14000 ménages.

- **Axe 3 : *Accompagner l'offre de services financiers de formations et de services sociaux dépassant le cadre de l'appui économique***
 - Disséminer le Poverty Assessment Tools (PAT) dans toutes les agences ;
 - Développer l'usage des supports audios en langue pour les formations des bénéficiaires ;
 - Tester la méthodologie ONIPA NUA aux nouveaux crédits "coup de pouce" et "ALODO 1".
 - Mettre en œuvre les conclusions et recommandations du rapport du rating social et celles de l'enquête de satisfaction

1.6.2. Durée de l'expérience

ALIDé intervenait sous forme d'un programme de crédit et d'épargne depuis mars 2003. De ce point de vue, l'institution est en train de faire sept (7) ans d'activités au 31 décembre 2009.

1.7. Estimation du taux de pénétration

A la fin de l'exercice 2009, le taux de pénétration² globale d'ALIDé est de 13% contre 12% en 2008. Pour les 3 derniers exercices le taux de pénétration se présente comme suit :

Tableau n°8 : Taux de pénétration

Années	2007	2008	2009
Indicateurs			
Taux de pénétration globale	11%	12%	13%
Taux de pénétration féminine	9,5%	10%	10%
Taux de pénétration masculine	1,5%	2%	3%

² Il s'agit de la proportion de la clientèle cible qui a été atteinte par les activités d'ALIDÉ par rapport à la population des zones d'interventions

2. DONNEES RELATIVES AUX OPERATIONS

2.1. Point des opérations de crédits

2.1.1. Nombre de crédits en cours

Le nombre de crédit en cours au 31 décembre 2009 est de 12 379 contre 8 056 au 31 décembre 2008, soit un taux de croissance de 53%.

2.1.2. Montant de l'encours des crédits

Au 31 décembre 2009, le montant de l'encours global est de 1 076 778 541 F CFA dont 955 852 544 au bilan et 120 925 997 en hors bilan. Cet encours global a connu une augmentation de 31% par rapport à celui de 2008 qui était de 821 558 537 F CFA.

2.1.3. Montant maximal de l'encours des crédits sur un seul bénéficiaire

Le montant maximal de l'encours des crédits sur un seul bénéficiaire est de 5 000 000 F CFA.

2.1.4. Montant cumulé des crédits

Le montant total des crédits octroyés au cours de l'exercice 2009 est de 1 749 335 000 F CFA contre 1 482 231 000 F CFA en 2008. L'agence de DEDOPKO est celle qui a le plus décaissé suivi de celle de PORTO-NOVO.

2.1.5. Estimation de la durée moyenne d'un prêt

La durée moyenne d'un prêt est de 12 mois.

2.1.6. Nombre de personnes bénéficiaires de crédits

Le nombre de bénéficiaires de prêts au 31 décembre 2009 est de 17 665 contre 12 211 en 2008, soit une augmentation de 44%.

Tableau n°9.1 : Nombre de bénéficiaires de crédits

Eléments	Prêts individuels	Prêts spéciaux (de groupe)	Total
Hommes	816	89	905
Femmes	16 553	207	16 760

Total	17 369	296	17 665
--------------	--------	-----	--------

Tableau n°9.2 : Répartition du montant des décaissements de crédits

Eléments	Prêts individuels	Prêts spéciaux (de groupe)	Total
Hommes	174 960 000	67 332 000	242 292 000
Femmes	1 237 715 000	269 328 000	1 507 043 000
Total	1 412 675 000	336 660 000	1 749 335 000

2.1.7. Répartition des prêts selon leur objet

Les secteurs d'activités financés sont principalement le commerce (88%) et accessoirement l'artisanat (6%), l'agriculture (2%) et les autres activités à hauteur de 3%.

Les prêts à l'agriculture et à l'élevage sont développés au niveau des agences de PORTO-NOVO et d'ALLADA.

2.1.8. Montant des crédits en souffrance

L'encours de crédits en souffrance au 31 décembre 2009 est de 96 791 681 F CFA contre 57 797 285 F CFA en 2008. Il est composé de 60 058 653 F CFA de ressources ordinaires et de 36 733 028 F CFA des crédits octroyés sur ressources affectées par le Cadre Général de Gestion des lignes de Crédit (CGGC).

2.1.9. Taux de remboursement

Le taux de remboursement annuel des crédits est de 95% contre 95,20% au 31 décembre 2008.

2.1.10. Taux d'intérêt débiteur (crédits)

Le taux d'intérêt débiteur des crédits à ALIDé est de 2% par mois linéaire pour les crédits inférieurs à 500 000 F CFA ; de 1% le mois linéaire pour les prêts supérieurs ou égaux à 500 000 F CFA et de 0% pour les crédits sociaux dits crédits « coup de pouce ».

2.1.11. Endettement auprès des banques ou autres

Les endettements d'ALIDé auprès des banques et autres au 31 décembre 2009 s'élèvent à 507 477 227 FCFA contre 199 289 774 F CFA en 2008, soit une augmentation de 154%. La répartition des dettes est présentée à l'annexe 4.

2.1.12. Taux de recouvrement

Au 31 décembre 2008, le montant des crédits déclarés en souffrance était de 57 797 285 F CFA. Les paiements reçus sur ces crédits pendant l'exercice 2009 sont de 7 676 781 F CFA, soit un taux de recouvrement d'environ 13,28%. Le recouvrement de ces impayés s'est fait selon les cas, à l'amiable (paiements progressifs) ou par contrainte (convocation au commissariat, pression sociale, etc.).

2.2. Opérations d'épargne

En dehors du fonds de garantie à hauteur de 15%–20% du montant du crédit consenti, ALIDé offre à ses clients la possibilité de constituer de l'épargne non rémunérée.

2.2.1. Nombre d'épargnants

Au 31 décembre 2009, le nombre de clients disposant des fonds et dépôt de garantie à ALIDé s'élève à 14 602 contre 15 461 en 2008, soit une diminution de 5%. La répartition du nombre des déposants se présente comme ci-après :

Tableau n°10 : Répartition du nombre des déposants

Eléments	Epargne liée aux prêts	Epargne volontaire	Autres dépôts	Total
Hommes	1 020	54	1 074	1 020
Femmes	13 582	715	14 297	13 582
Total	14 602	769	15 371	14 602

2.2.2. Montant de l'épargne constituée

L'encours des dépôts d'épargne est de 481 317 283 F CFA au 31 décembre 2009 contre 354 530 789 F CFA en 2008, soit une augmentation de 35%. La répartition du montant des dépôts se présente comme ci-après :

Tableau n°11 : Répartition du montant de l'épargne constituée

Eléments	Epargne liée aux prêts	Epargne volontaire	Autres dépôts	Total
Hommes	24 065 864	13 062	24 078 927	24 065 864
Femmes	457 251 419	248 185	457 499 604	457 251 419
Total	481 317 283	261 247	481 578 530	481 317 283

2.2.3. Placement auprès des banques ou autres

ALIDé n'a effectué aucun placement auprès d'une banque ou autres institutions financières. Toutefois, elle dispose d'un dépôt de garantie non rémunérée d'un montant de 3 500 000 F CFA auprès de la Banque Régionale de Solidarité (BRS). Ce dépôt avait permis d'obtenir un prêt de 35 000 000 F CFA en 2007 auprès de cette Banque.

2.2.4. Taux d'intérêt créditeur (épargne)

ALIDé n'a pas pour mission première la collecte de l'épargne, donc elle ne dispose pas de politique de taux en la matière. Le produit d'épargne libre qu'elle développe est un service qu'elle rend à ses bénéficiaires qui éprouvent le besoin d'épargner. Cette épargne n'est pas rémunérée.

2.3. Opérations sur ressources affectées

Elles concernent deux partenariats : le Cadre Général de Gestion des lignes de Crédit (CGGC) et le Projet de Développement du Secteur de l'Artisanat au Bénin (PDSAB). Le partenariat avec le CGGC date du 25 mai 2007. Aucun crédit n'a été placé en 2009 au titre de ce partenariat. L'encours restant dû au 31 décembre 2009 est de 41 088 327 F CFA.

Le deuxième partenariat a été conclu en janvier 2009 avec le Projet de Développement du secteur de l'artisanat (PDSAB) et porte sur un montant global de 180 millions francs CFA destiné au financement des artisans de l'ouémé et du plateau au taux de 10% pour les prêts à moyen terme et à 11% pour les prêts à court terme. Les ressources ont été cédées à ALIDé à travers la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) au taux de 4% l'an.

2.4. Services non financiers

Les services non financiers de formation et d'accompagnement social d'ALIDé ont été renforcés en 2009 grâce au recrutement de trois travailleurs sociaux supplémentaires. Les services se développés sont les suivants :

La Micro assurance santé : Les activités du projet de mise en place des bases d'une protection sociale pour les micro-entrepreneurs et leurs familles se sont poursuivies au cours de cette année 2009 avec une évolution plus importante que celle de l'année dernière. En effet, l'ancien modèle qui insistait sur la création d'une mutuelle de santé des IMF a été remplacé par un nouveau modèle. Selon ce nouveau modèle, les IMF organisées en association gèrent les cotisations des membres et sont appelées à se mettre en sous-traitance avec la Mutuelle de Sécurité Sociale (MSS) dans le cadre de la gestion des risques. A cet effet, il a constitué le 30 octobre 2009 l'Association des IMF pour la Micro assurance Santé dénommée « DJIDJOHO ». Elle regroupe les quatre (04) IMF à savoir ALIDé, PAPME, RENACA, ACFB. La prime mensuelle pour chaque membre bénéficiaire est de 600 francs CFA. Cette prime lui droit à tous les soins exceptés les soins dentaires, les verres médicaux, la stérilité et les affections déjà prises en charge par l'Etat.

Les permanences sociales : Au total, **370** séances de permanences ont été assurées au profit de 3156 partenaires par les travailleurs sociaux. Ces partenaires ont posé différents problèmes parmi lesquels on peut citer la difficulté de démarrage ou de renforcement d'une activité ; le besoin de refinancement et ou de rééchelonnement de leur crédit, la maladie, la mésentente entre membres de groupe, l'inscription des enfants sans acte de naissance surtout des enfants orphelins, le déménagement, etc. Tous les partenaires reçus aux différentes permanences ont bénéficié de l'appui des travailleurs sociaux.

Les formations en santé communautaire : **8 382** partenaires ont bénéficié de **143** séances de formation sur les 4 agences de Cotonou et sur celle de COCOTOME, soit une moyenne de 12 séances pour 698 partenaires par mois. Les sessions ont notamment porté sur le choléra, le paludisme, le planning familial, l'hygiène alimentaire et du milieu, la malnutrition chez les enfants, les relations mari et femme au sein du foyer, la tuberculose, la scolarisation des enfants, les voies de transmission du VIH/SIDA. D'autres séances ont été consacrées à la santé de reproduction et ont été animées en collaboration avec l'Association Béninoise pour la Promotion de la Famille(ABPF) sur la gestion de la ménopause, le dépistage du cancer des seins et du col de l'utérus, les méthodes contraceptives, l'importance de la planification familiale etc.

Les formations en gestion de crédit : Tous les emprunteurs, soit au total **28 428** personnes ont été formées sur divers thèmes de la gestion à savoir : la gestion du crédit et d'épargne, le marketing, le calcul des coûts et bénéfices.

Le référencement : Au cours de cette année, **16** partenaires nous ont été référés par les Centres de Promotion Sociale. ALIDé a référé 47 partenaires en difficulté vers les services socio

sanitaires spécialisés dans la prise en charge psychosociale comme les Centres de Promotion Sociale, les Centres de Santé, les centres de promotion de la planification familiale. Notons que des démarches ont été menées pour l'inscription d'un enfant de partenaire à un atelier de formation. D'autres enfants de partenaires pauvres ont reçu un appui à la scolarité (fournitures scolaires) auprès des Centres de Promotion Sociale grâce à l'intermédiation des travailleurs sociaux. Le référencement a par ailleurs permis à certains partenaires de recevoir le soutien des services de centre de promotion sociale dans le cadre des dépenses liées aux soins de santé et aux fournitures scolaires. Il a également permis à un partenaire malade de se faire dépister personnes vivant avec le VIH/SIDA et de se faire suivre. Dans tous les cas, les personnes référées sont toujours satisfaites de l'accueil et ceci témoigne d'une bonne collaboration avec ces structures surtout avec les Centres de Promotion Sociale même si le partenariat avec le ministère de famille et de la solidarité n'est pas conclu depuis environ deux ans en raison des différentes perturbations au niveau dudit ministère.

3. INDICATEURS DE PERFORMANCE DE ALIDÉ

Les indicateurs d'ALIDÉ au cours des trois dernières années se présentent comme suit:

3.1. Qualité du portefeuille

Le tableau ci-après résume la qualité du portefeuille sur les trois dernières années.

Tableau n°12: Indicateurs de qualité du portefeuille

Nom de l'indicateur	2007	2008	2009	Norme BCEAO
Portefeuille classé à risque	1,9%	5,6%	6,3%	<5%
Taux de provision pour créances en souffrance	57,8%	48,2%	57%	≥ 40 %
Taux de perte sur créances	1,94%	1,17%	6,52%	< 1%

3.2. Efficacité et productivité

L'évolution de cet indicateur est la suivante :

Tableau n°13: Indicateurs d'efficacité et de productivité

Nom de l'indicateur	2007	2008	2009	Norme BCEAO
Productivité des agents de crédits	461	575	495	> 130
Productivité du personnel	164	187	176	> 115
Charges d'exploitation rapportées au portefeuille de crédit	35,07%	37,61%	44,86%	≤ 35%
Ratio des frais administratifs rapportés au portefeuille de crédit	29,67%	29,82%	33,92%	< 15%
Ratio des Charges de personnel	14,11%	12,58%	10,67%	< 5%

3.3. Gestion du bilan

L'évolution des principaux indicateurs de gestion du bilan se présente comme ci-après :

Tableau n° 14 : Indicateurs de gestion du bilan

Nom de l'indicateur	2007	2008	2009	Norme BCEAO
Taux de rendement des actifs	27,77%	28,38%	23,87%	> 15%
Ratio de liquidité de l'actif	9,4%	16,50%	19,92%	> 2%
Ratio de capitalisation	36,09%	39,80%	28,69%	> 10%

3.4. Rentabilité

Tableau n° 15 : Indicateurs de rentabilité

Nom de l'indicateur	2007	2008	2009	Norme BCEAO
Rentabilité des fonds propres	-5,99%	-6,43%	-24,07%	> 15%
Rendement sur actif	-2,5%	-2,47%	-7,99%	> 3%
Autosuffisance opérationnelle	91%	91,52%	74,67%	> 130%
Marge bénéficiaire	-1,21%	-9,26%	-33,91%	> 20%

3.5. Portée des opérations

Tableau n° 16 : Indicateurs de portée

Nom de l'indicateur	2007	2008	2009	Norme BCEAO
Montant moyen de	46 105	22 931	31 330	Tendance

l'épargne par membre				haussière
Encours moyen de crédit	101 673	101 981	86 984	Tendance haussière

3.6. Ratios réglementaires

Tableau 17 : Ratios réglementaires

RATIOS	2007	2008	2009	Norme PARMEC
Qualité du portefeuille	1,9%	5,6%	6,3%	≤ 5%
Couvertures des emplois moyens et longs par des ressources stables	0,9	0,5	0,5	≤ 1
Norme de liquidité	124,7%	172,1%	186,6%	> 80%
Limitation des risques pris sur un seul membre	2%	1,4%	0,5	≤ 10%
Limitation des prêts aux dirigeants	1,4%	2%	8,4%	≤ 20%
Ratio de limitation des opérations autres que les activités d'épargne et de crédit	0%	0%	0%	≤ 5%

Tous les ratios réglementaires ont été respectés en dehors du ratio sur la qualité du portefeuille qui est de 6,3% alors que la norme exige une limite de 5%. Cette dégradation est due en grande partie au partenariat noué avec l'ONG MJCD ; aux difficultés de remboursement éprouvées par certains clients du fait de la conjoncture économique difficile et enfin aux délinquances financières développées par certains agents opérationnels en complicité avec les clients.

Face à cette situation déplorable, plusieurs mesures préventives et curatives ont été prises dans le sens de la maîtrise et du contrôle des risques. Il s'agit entre autres de: i) la limitation des partenariats risqués, ii) la réorganisation du comité d'octroi de crédit dans sa composition et dans son fonctionnement, iii) la nomination d'un nouveau responsable des opérations; iv) le renforcement de l'audit interne par le recrutement d'un deuxième agent ; v) l'acquisition de la version LPF 7.10.12 du logiciel de gestion des crédits plus améliorée en gestion des risques en remplacement de la version 7.10.11 anciennement utilisée ; vi) la création d'un service de recouvrement des créances en souffrance.

4. VIE DES ORGANES

Selon l'article 12 des statuts, les organes d'ALIDé sont : l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration et la Direction Exécutive. Il est à saluer le bon fonctionnement de ces trois organes tout au long de l'année 2009. En effet, l'Assemblée Générale s'est réunie normalement le 27 juin 2009 en session ordinaire pour statuer et adopter le rapport annuel d'activités 2008. Le Conseil d'Administration a, durant l'année, tenu huit (08) sessions de travail dont 4 ordinaires. Chacune des sessions de travail est sanctionnée par un procès verbal. En ce qui concerne la Direction Exécutive, elle a assuré la gestion courante et le bon fonctionnement de l'Association conformément aux normes et pratiques recommandées dans le secteur et suivant les orientations et directives indiquées par le Conseil d'Administration.

CONCLUSION

Malgré le contexte macroéconomique difficile, ces deux dernières années ont été celles de forte croissance pour ALIDé, caractérisée notamment par le développement d'une offre de services répondant aux besoins des populations démunies ; la reconnaissance officielle des autorités de tutelle, l'intérêt sans cesse croissant pour les questions de performance sociale. Les activités de la mission sociale ont été plus perceptibles sur toutes les agences de Cotonou et de Cocotomé grâce au renforcement de l'équipe des travailleurs sociaux. Les autres agents opérationnels sont plus convaincus et favorables aux actions sociales que par le passé.

C'est pourquoi l'année 2010 sera celle de la consolidation de tous ces acquis en vue d'une consécration d'ALIDé comme l'IMF de référence en matière de traitement des plus démunis. Cette ambition se traduira par : i) l'arrêt de la création de nouvelles agences ; ii) une meilleure gestion des risques avec un portefeuille à risque inférieur à 5% ; iii) la Protection et la sécurisation de la part de marché actuelle en passant le taux de fidélisation de la clientèle à de 65% à 75% ; iv) l'atteinte de la viabilité financière à fin 2010 ; et v) l'Opportunité d'être opérateur direct du Micro crédit aux Plus Pauvres.

ANNEXES

1- SITUATION PATRIMONIALE AU 31 DECEMBRE 2009

2- ETAT DE FORMATION DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2009

3- ETAT DE DETERMINATION DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION AU 31/12/2009

4- ETAT DES ENDETTEMENTS AU 31/12/2009

5- SITUATION DES CREDITS EN SOUFFRANCE ET DES PROVISIONS CONSTITUEES

6- LISTE DES DEBITEURS LES PLUS IMPORTANTS ET LE NIVEAU DES ENCOURS DES PRETS QUI

LEUR ONT ETE CONSENTIS AU COURS DE L'EXERCICE 2009

7- ENCOURS DE PRETS AUX DIRIGEANTS

8- TABLEAU DES RESSOURCES AFFECTEES

9- TABLEAU DES RATIOS PRUDENTIELS

10- INFORMATIONS ANNEXES

ANNEXE 1 : SITUATION PATRIMONIALE AU 31 DECEMBRE 2009

ALIDé

4TS15B95

	ACTIF	MONTANT BRUT	AMORT/PROV.	NET		PASSIF	MONTANT
	OPERATION AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES ET ASSIMILEES	283 771 195	0	283 771 195		OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES ET ASSIMILEES	511 338 242
10	Encaisses et comptes ordinaires	283 771 195		283 771 195	16	Emprunts à moins d'un an	82 449 110
101	Caisse	7 578 486		7 578 486	161	Organe financier/ caisse central	0
102	Organe financier/ caisse central	0		0	162	Banques compte créditeur ou organismes	82 449 110
103	Banque	272 692 709		272 692 709	168	Dettes rattachées	0
104	Dépôts et garantie constitués	3 500 000		3 500 000			
105	Chèque et effet à l'encaissement	0		0	17	Emprunts à terme	325 399 015
					171	Organe financier/ caisse central	
11	Dépôt à terme	0		0	172	Banques compte créditeur ou organismes	323 458 833
12	Prêts à moins d'un an	0		0	178	Dettes rattachées	1 940 182
13	Prêts à terme	0		0	18	Ressources affectées	103 490 117
					181	Ressources affectées MCPP/BRS	0
					182	Ressources affectées CGGC	1 406 954
					183	Ressources affectées PDSAB	100 162 330
					188	Dettes rattachées	1 920 833
	OPERATIONS AVEC LES BENEFICIAIRES	965 889 025	34 258 489	931 630 536		OPERATIONS AVEC LES BENEFICIAIRES	481 578 530
20	Crédits sains	905 830 372	0	905 830 372	24	Dépôts des membres	481 578 530
201	Court terme	783 195 802		783 195 802	241	Dépôts à vue	481 317 283
202	Moyen terme	112 598 089		112 598 089	242	Dépôts à terme	0
203	Long terme	0		0	243	Autres dépôts	261 247
208	Créances rattachées	10 036 481		10 036 481	248	Dettes rattachées	0
21	Crédits en souffrance	60 058 653	34 258 489	25 800 164			
	OPERATIONS DIVERSES	18 646 842	0	18 646 842		OPERATIONS DIVERSES	22 743 284
30	Stocks						
31	Titres à court terme						

32	Débiteurs divers	5 370 672		5 370 672	35	Créditeurs divers	15 017 795
3211	Personnel, acomptes	0		0	3512	Créditeurs bailleur EDM	0
3212	Personnel, avances	0		0	3513	Créditeurs bailleur PNDCC	129 923
3221	Débiteurs, fournisseurs/biens	3 350 000		3 350 000	352	Créditeur Etat	1 623 313
3222	Débiteurs, fournisseurs/services	680 000		680 000	353	Créditeur CNSS	3 185 508
3223	Opérations avec bailleurs	0		0	3541	Personnel rémunérations dues	113 955
3224	Opérations avec autres unités	838 665		838 665	3581	Fournisseurs de biens matériels	9 092 130
323	Autres créances en souffrance	502 007		502 007	3588	Autres	872 966
33	Compte de régularisation	13 276 170		13 276 170	36	Comptes de régularisation	7 725 489
331	Charges constatées d'avance	9 768 998			361	Produits constatés d'avance	0
332	Produits à recevoir	3 507 172			362	Charges à payer	7 725 489
	IMMOBILISATIONS	241 915 771	51 748 371	190 167 400		PROVISIONS, FONDS PROPRES, ASSIMILEES	408 555 917
40	Immobilisations financières	0		0	50	Provisions du passif	11 009 242
401	Titres de participation				51	Subventions d'investissement	70 342 152
402	Autres titres immobilisés				51101	Sur exercices antérieurs	55 107 294
41	Dépôts et cautionnements	2 695 600		2 695 600	51102	Sur exercice en cours	15 234 858
42	Immobilisations incorporelles	16 208 753	15 193 922	1 014 831	52	Report à nouveau	0
421	frais immobilisés	0		0	53	Autres réserves	0
422	Valeurs immobilisées	16 208 753	15 193 922	1 014 831	54	Réserves facultatives	112 497 906
43	Immobilisations Corporelles	223 011 418	36 554 449	186 456 969	55	Réserve générale	25 718 852
431	Terrains et aménagements de terrains	18 652 860		18 652 860	56	Fonds de dotation	171 238 817
432	Aménagements de bureaux	102 980 187	1 263 224	101 716 963	56101	Sur exercices antérieurs	166 658 567
433	Autres immobilisations corporelles	101 378 371	35 291 225	66 087 146	56102	Sur exercice en cours	4 580 250
44	Immobilisations en cours	0		0	57	Capital social	0
					58	Excédent	17 748 948
	TOTAL ACTIF	1 510 222 833	86 006 860	1 424 215 973		TOTAL PASSIF	1 424 215 973

ANNEXE 2 : ETAT DE FORMATION DU RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2009

ALIDé

Version développée

4TS16B95

	CHARGES	MONTANT		PRODUITS	MONTANT
60	CHARGES FINANCIERES	26 099 312	70	PRODUITS FINANCIERS	246 193 675
601	Intérêts	26 099 312	701	Intérêts	217 122 015
6011	Intérêts sur dépôts à vue	0	7011	Intérêts sur crédits à courts terme	198 795 559
6012	Intérêts sur dépôts à terme	0	7012	Intérêts sur crédits à moyen & long terme	18 226 469
6013	Intérêts sur emprunts à moins d'1 an	0	7013	Intérêts sur dépôts à vue	0
6014	Intérêts sur emprunts à terme	26 099 312	7014	Intérêts sur dépôts à terme	0
6015	Autres intérêts		7015	Autres intérêts	99 987
602	Autres charges financières	0	702	Autres produits financiers	29 071 660
6021	Commissions	0	7021	Commissions	29 071 660
6022	Charges nettes/cessions de titres à court terme	0	7022	Produits des immobilisations financières	0
			7023	Produits des titres à court terme	0
			7024	Produits nets/cessions de titres à court terme	0
61	ACHATS ET SERVICES EXTERIEURS	56 992 753	71	AUTRES PRODUITS	102 417 152
611	Achats de fournitures de bureau	18 833 738	711	Production immobilisée	
6111	dont Variations de stocks(1)	0	712	Produit divers	9 260 874
612	Eau et électricité	4 600 905	713	Subventions d'exploitation	93 156 278
613	Locations	12 375 000			
614	Entretiens et réparations	11 826 555			
615	Primes d'assurance	9 356 555			
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	64 757 534			
621	Publicité et relations publiques	0			
622	Transports et déplacements	15 738 200			
623	Frais postaux et de télécommunications	3 614 225			
624	Services bancaires	1 493 573			
625	Frais de formation, Education, Etudes et recherches	5 549 438			
626	Divers	38 362 098			
63	IMPOTS ET TAXES	4 386 891			
631	Droit d'enregistrement	1 126 683			
632	Pénalités et amendes fiscales	440 040			
633	Autres impôts et taxes	2 820 168			
64	CHARGES DU PERSONNEL	89 628 946			
641	Frais du personnel	77 555 569			
642	Charges sociales	12 073 377			
65	AUTRES CHARGES	70 643 489			
651	Remboursements de frais	3 380 000			
652	Pertes sur créances (Crédits)	54 728 839			
653	Charges diverses (Allocations de stage)	12 534 650			
66	DOTATION AUX AMORT. ET PROV.	64 232 773	76	REP. / PROV ET AMORT.	25 877 136
661	Dotations aux amortissements	18 965 042	761	Reprise sur amortissements	0
662	Dotations aux provisions	45 267 731	762	Reprise sur provisions	25 877 136
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 576 878	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	23 579 561

671	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	1 337 702	771	Produit de cession des éléments d'actif	0
672	Autres charges exceptionnelles	2 239 176	772	Quote-part des subventions virées au compte résultat	20 994 463
		0	773	Autres produits exceptionnels	2 585 098
58	EXCEDENT OU DEFICIT	17 748 948			
	TOTAL CHARGES	380 318 576		TOTAL PRODUITS	398 067 524
	BALANCE	398 067 524		BALANCE	398 067 524

(1) Stock initial moins stock final = montant de la variation en moins entre parenthèses

ANNEXE 3 : ETAT DE FORMATION DE RESULTAT AU 31/12/2009
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

ALIDé

4TS76B95

		MONTANT			MONTANT
DETERMINATION DE LA MARGE D'INTERET					
601	CHARGES D'INTERET	26 099 312	701	PRODUITS D'INTERET	217 122 015
	Solde créditeur: MARGE D'INTERET	191 022 703			
DETERMINATION DES AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS					
602	AUTRES CHARGES FINANCIERES	0	702	AUTRES PRODUITS FINANCIERS	29 071 660
	solde créditeur: AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	29 071 660		solde débiteur: AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	
DETERMINATION DU PRODUIT FINANCIER NET					
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES			MARGE D'INTERET	191 022 703
	solde créditeur: PRODUITS FINANCIERS NETS	220 094 363		AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	29 071 660
				solde débiteur: CHARGES FINANCIERES NETTES	
DETERMINATION DE L'EXCEDENT OU DU DEFICIT					
	CHARGES FINANCIERES NETTES			PRODUITS FINANCIERS NETS	220 094 363
61	ACHATS ET SERVICES EXTERIEURS	56 992 753	71	AUTRES PRODUITS	102 417 152
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	64 757 534	76	REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	25 877 136
63	IMPOTS ET TAXES	4 386 891	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	23 579 561
64	CHARGES DU PERSONNEL	89 628 946			
65	AUTRES CHARGES	70 643 489			
66	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	64 232 773			
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 576 878			
68	IMPOTS SUR EXCEDENT REALISE SUR OPERATIONS AUTRES QUE LES ACTIVITES D'EPARGNE ET DE CREDIT	0			
58	Solde créditeur: EXCEDENT	17 748 948	58	Solde débiteur: DEFICIT	

ANNEXE 4 : ETAT DES ENDETTEMENTS AU 31 décembre 2009

Nom du partenaire	Nature du financement	Conditions	Principal restant dû au 31 /12/09	Observations
KIVA	Prêt	Prêt à moins d'un an en dollar américain au taux zéro	82.449.110	Les remboursements de ce prêt sont mensuels. Le montant des remboursements est déterminé par compensation du montant des demandes de prêt envoyé à KIVA au cours du mois.
OIKOCREDIT	Prêt	Emprunt en monnaie locale d'une durée de 3 ans au taux de 10% l'an	75.000.000	La prochaine échéance de remboursement est prévue pour le 1er mai 2010 pour un montant total (capital+intérêts) de 22.500.000 F CFA
FNM	Prêt	Prêt de 300 millions sur une durée de 3 ans au taux 5% l'an	248.458.833	La prochaine échéance de remboursement est prévue pour 12 mars 2010 pour un montant total (capital+intérêts) de 29.360.600 F CFA.
CGGC	Ressources affectées	Ressources affectées au taux de 3% l'an et destinées financement des promoteurs agricoles des départements de l'Ouémé et du Plateau	1.406.954	Une échéance de remboursement est prévue pour le mois de décembre 2009 pour un montant de 4.938.800 F CFA. Mais les clients n'ont pas encore tout remboursé à ALIDé pour lui faciliter le paiement.
PDSAB	Ressources affectées	Ressources affectées au taux de 4% l'an et destinées financement des artisans des départements de l'Ouémé et du Plateau	100.162.330	ALIDé ne dispose pas encore de l'échéancier de remboursement relatif à cette ligne de crédit
TOTAL			507.477.227	

NB: A ces dettes s'ajoute le montant des dettes rattachées (montant des intérêts dus non échus) au 31/12/2009 pour 3.861.015 F CFA

ANNEXE 5 : SITUATION DES CREDITS EN SOUFFRANCE ET DES PROVISIONS AU 31 DECEMBRE 2009

Retard constaté dans le règlement	Crédits en souffrance (1)	Dépôts de garantie (2)	Solde restant dû (3)=1-2	Provisions (4)	Montant net (5)=3-4
3 à 6 mois (Provision à doter; 40% du solde restant dû)	16 248 618	6 156 743	10 091 875	4 036 750	6 055 125
6 à 12 mois (Provision à doter; 80% du solde restant dû)	43 810 035	6 032 861	37 777 174	30 221 739	7 555 435
TOTAL	60 058 653	12 189 604	47 869 049	34 258 489	13 610 560

ANNEXE 6 : LISTE DES DIX (10) DEBITEURS LES PLUS IMPORTANTS

4TS44B95

N° d'ordre	NOMS	N° DU CREDIT	ENCOURS DE PRETS
1	BAGBONON Victoire	AA/07868	5 000 000
2	DJAGBA, FAUSTIN	AA/07870	4 861 100
3	KOUDJO Denis Mahugbé	AA/07607	4 582 000
4	AHOUANDJINOUE, Isabelle Pulcherie S. O., Epse Méglé	AF/00830	4 419 791
5	DOSSOU-AHOUE Maurice	AA/07430	4 370 000
6	OSHO Marc Clermont	AC/06629	4 195 000
7	DEGBELO, Elodie Sènamé	AA/06895	4 166 600
8	DOSSOU-YOVO, MESMIN EMMANUEL	AA/06896	4 166 600
9	BINAZON Bernard	AA/07609	4 166 000
10	KPATINVO DOSSI FELICITE	AC/08198	3 749 100
	TOTAL		43 676 191

ANNEXE 7 : ENCOURS DE PRETS AUX DIRIGEANTS

NOMS DES DIRIGEANTS	ENCOURS DE PRETS
Membres du Conseil d'Administration	
DEGBELO, Elodie Sènamì	4 166 600
DJAGBA, FAUSTIN	4 861 100
DOSSOU-YOVO, MESMIN EMMANUEL	4 166 600
TCHIBOZO, BAHÌ BERTINE	3 124 400
ZINSOU, LANDRY BARNABE	3 073 980
Personnel	
AHANNOUGBE, OLIVIER	1 321 600
ABADASSI, Claude	337 500
ADODE, Edith M	225 000
AGBOSSAGA, Y . Edmond	299 800
AGBOZOGNIGBE, Claude Amos	140 000
AHOLOU-KINKONS, Carole Gertrude	1 374 900
BAKINDE, Boucari	49 600
BODJRENOU, Victoire	533 200
DEDO, Alain	1 333 200
DEDO, Franck	90 000
FATON, Jacques	210 000
GANHOUNOUTO, A. Nicaise B.	174 800
GBEDEY, KPATAGNON A. JOSELYNE	599 600
GUIDIGANSOU, Roselyne	1 127 600
HOUNGUE, M. Ghislaine	374 900
HOUNTONDJI, CLEMENT MICHEL	29 000
HOUNVENOU, EMILE	30 000
HOUSSOU, L. Valère	1 125 000
KIKISSAGBE, A Eric	399 800
KOUVEGLO, MICHEL	2 332 800
METODAKOU, JULIENNE	530 500
MONTCHO, Victorin	624 700
ODO, S. Gilles	262 400
SAGBO SAKA, PAUL	44 300
TCHEKOUNOU, Jacques	1 100 000
TOVIDE, Alexis N. Déodat	399 800
TOTAL	34 462 680

ANNEXE 8 : TABLEAU DES RESSOURCES AFFECTEES ET DES CREDITS CONSENTIS SUR RESSOURCES AFFECTEES

	COURT TERME	MOYEN TERME	LONG TERME	TOTAL
RESSOURCES AFFECTEES	25 567 070	85 651 768	9 707 159	120 925 997
CREDITS CONSENTIS SUR RESSOURCES AFFECTEES	25 567 070	85 651 768	9 707 159	120 925 997
Dont crédits en souffrance	-	27 718 003	9 015 025	36 733 028

ANNEXE 9 : TABLEAU DES RATIOS PRUDENTIELS

Taux de créance en souffrance						NORME ≤ 5%
Crédits en souffrance			Encours brut de crédits			
Compte	Intitulés	Montant	Compte	Intitulés	Montant	
21	Crédits en souffrance	60 058 653	201	Crédits sains à court terme	783 195 802	RATIO CALCULE (A/B)X100
			202	Crédits sains à moyen terme	112 598 089	
			203	Crédits sains à long terme	0	
			21	Crédits en souffrance	60 058 653	
	A	60 058 653		B	955 852 544	6,3%

Taux de portefeuille à risque à 90 jours						NORME < 5%
Crédits en souffrance			Encours brut de crédits			
Compte	Intitulés	Montant	Compte	Intitulés	Montant	
21	Crédits en souffrance	60 058 653	201	Crédits sains à court terme	783 195 802	RATIO (A/B)X100
			203	Crédits sains à long terme	0	
			21	Crédits en souffrance	60 058 653	
	A	60 058 653		B	955 852 544	6,3%

Taux de perte sur créance						NORME < 1%
Crédits en souffrance			Encours brut de crédits			
Compte	Intitulés	Montant	Compte	Intitulés	Montant	
	Montant des crédits passés en perte	54 728 839		Encours brut de crédit au 31/12/2008	723 842 942	RATIO CALCULE (A/B)X100
				Encours brut de crédit au 31/12/2009	955 852 544	
	A	54 728 839		B (Encours brut moyen)	839 847 743	6,5%

Couverture des emplois moyens et longs par des ressources stables

Couverture des emplois moyens et longs par des ressources stables						NORME ≤ 1
Emplois moyens et longs			Ressources longues			
Compte	Intitulés	Montant	Compte	Intitulés	Montant	
11	Dépôts à plus d'un an	0	17	Emprunts à terme	325 399 015	
13	Prêts à plus d'un an	0	242	Dépôts à terme	0	
202	Crédits sains à moyens terme	112 598 089	50	Provision du passif	11 009 242	
203	Crédits sains à long terme	0	51	Subventions d'équipement	70 342 152	
21	Crédits en souffrance	60 058 653	52	Report à nouveau	0	
323	Autres créances en souffrance	502 007	53	Autres réserves	0	
40	Immobilisations financières (nettes)	0	54	Réserves facultatives	112 497 906	
42	Immobilisations incorporelles (nettes)	1 014 831	55	Réserves générales	25 718 852	RATIO CALCULE
43	Immobilisations corporelles (nettes)	186 456 969	56	Fonds de dotation	171 238 817	A/B
44	Immobilisation en cours (nettes)	0	57	Capital social	0	
			58	Excédent ou déficit	17 748 948	
	A	360 630 549		B	733 954 932	0,5

Division des risques par utilisateur

Limitation des risques pris sur un seul membre						NORME ≤ 10%
Risque le plus grand pris sur un seul utilisateur			Ressources en fonds de crédit			
Compte	Intitulés	Montant	Compte	Intitulés	Montant	RATIO CALCULE (A/B)X100
	Client: N° AA/07868 BAGBONON Victoire	5 000 000	16	Emprunts à moins d'un an	82 449 110	
			17	Emprunt à terme	325 399 015	
			24	80% des dépôts de garantie	385 262 824	
			56	Fonds de dotation	171 238 817	
				Montant des résultats net réinvestis dans la distribution de crédit	0	
	A	5 000 000		B	964 349 766	0,5%

Limitation des prêts aux dirigeants

Limitation des prêts aux dirigeants						NORME ≤20%
Encours total des prêts aux dirigeants			Dépôts des membres			
Compte	Intitulés	Montant	Compte	Intitulés	Montant	RATIO CALCULE (A/B)X100
	Encours de crédit aux dirigeants	19 392 680	50	Provision du passif	11 009 242	
	Encours de crédit au personnel	15 070 000	51	Subvention d'équipement	70 342 152	
			52	Report à nouveau	0	
			53	Autres réserves	0	
			54	Réserves facultatives	112 497 906	
			55	Réserves générales	25 718 852	
			56	Fonds de dotation	171 238 817	
			57	Capital social	0	
			58	Excédent ou déficit	17 748 948	
	A	34 462 680		B	408 555 917	8,4%

Ratio de liquidité

Ratio de liquidité						NORME > 80%
Valeurs disponibles, réalisables et mobilisables			Passif exigible			
Compte	Intitulés	Montant	Compte	Intitulés	Montant	
10	Encaisse et comptes ordinaires	283 771 195	16	Emprunt à moins d'un an	82 449 110	RATIO CALCULE (A/B)X100
201	Crédits sains à court terme	783 195 802	24	Dépôts des membres	481 578 530	
208	Créances rattachées	10 036 481	35	Créditeurs divers	15 017 795	
30	Stocks	0	36	Comptes de régularisation passif	7 725 489	
31	Titres à court terme	0	242	Dépôts à termes	0	
321	Avances au personnel	0				
322	Autres débiteurs divers	4 868 665				
33	Comptes de régularisation actif	13 276 170				
	A	1 095 148 313		B	586 770 924	186,6%

Limitation des opérations autres que les activités d'épargne et de crédit

Ratio de limitation des opérations autres que les activités d'épargne et de crédit						NORME <= 5%
Montant consacré par l'institution aux opérations autres que les activités d'épargne et de crédit			Total des risques pris par l'institution			
Compte	Intitulés	Montant	Compte	Intitulés	Montant	RATIO CALCULE (A/B)X100
	Autres activités	0	20	Crédits sains	905 830 372	
			21	Crédits en souffrance	60 058 653	
			321	Avances au personnel	0	
				Engagements par signature à court terme	0	
				Engagements par signature à moyen et long terme	0	
	A	0		B	965 889 025	0%

ANNEXE 10 : TABLEAU DES INFORMATIONS ANNEXES

LIBELLES	MONTANT/ EFFECTIF
<i>Encours des engagements par signature à CT</i>	0
<i>Encours des engagements par signature à M et LT</i>	0
<i>Montant total consacré par l'institution aux autres activités</i>	0
<i>Nombre total de bénéficiaires</i>	12 379
<i>Nombre total de bénéficiaires de sexe masculin</i>	793
<i>Nombre total de bénéficiaires de sexe féminin</i>	11 586
<i>Population cible du programme (estimation)</i>	60 000
<i>Dépôt à + d'un an de ALIDé auprès des Institutions financières</i>	0
<i>DAT à + d'un an des bénéficiaires auprès de ALIDé</i>	0
<i>Autres dépôts à plus d'un an des bénéficiaires à ALIDé</i>	0
<i>Recouvrements sur prêts intervenus au cours de l'exercice</i>	7 676 781
<i>Recouvrement sur prêts attendus au cours de l'exercice</i>	57 797 285